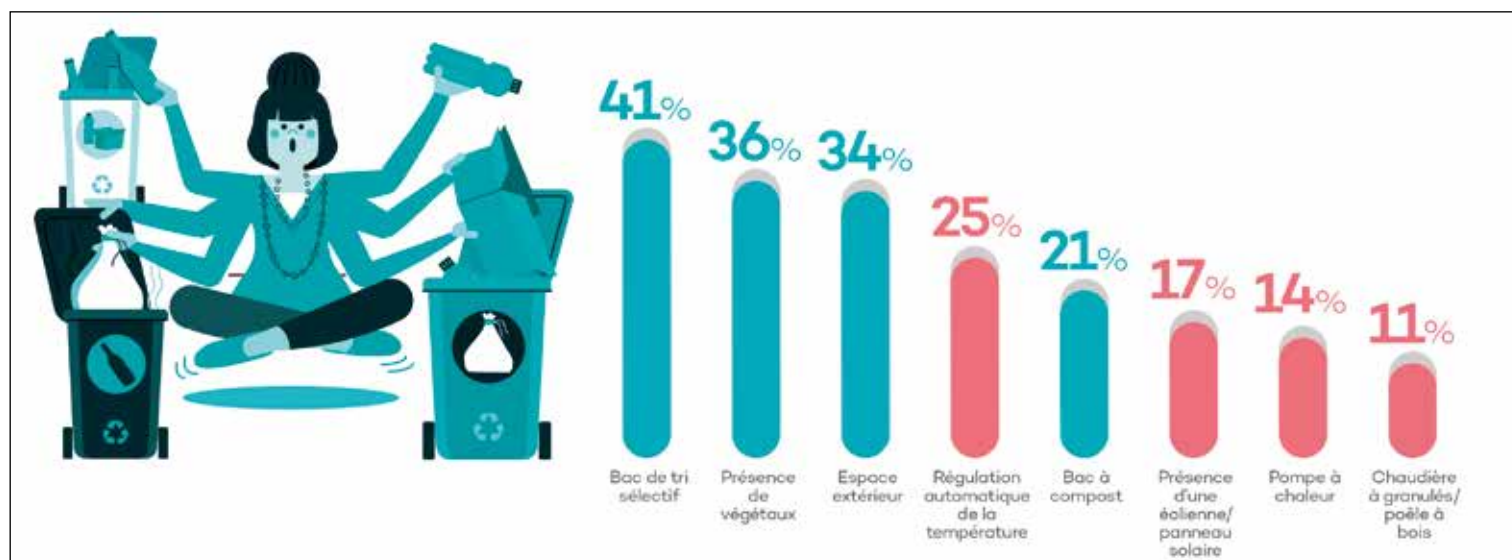


Résultats d'une enquête Qualitel-Ipsos

Les Français et le logement «durable»: encore loin de la coupe aux lèvres...

Quelque 75% des Français ont à cœur d'avoir un logement plus respectueux de l'environnement. L'opinion hexagonale a donc saisi l'importance de limiter sa consommation d'énergie et, plus largement, d'habiter «durable». Le gain, pour la Planète, mais aussi pour le confort au quotidien, est globalement perçu et compris. Pourtant, certains critères, contribuant également très concrètement à rendre le logement plus «vert», restent encore secondaires pour les Français. Tels sont les grands enseignements du cinquième Baromètre Qualitel-Ipsos (*) mené cette année en partenariat avec l'Anah (Agence Nationale de l'Habitat).



Graphique 1. Pour qu'un logement soit considéré comme durable, quels équipements/espaces sont indispensables?

Les grandes leçons de cette enquête, réalisée auprès de 4500 Français, mettent en évidence à la fois les bénéfices du «logement vert» en termes d'environnement et de qualité de vie, mais également les domaines d'action qui restent à expliquer et/ou à renforcer.

Conscients que la transition environnementale passe par les comportements individuels, les Français considèrent le logement comme un champ d'action déterminant.

Ainsi dans le «top 6» des «éco-gestes» à adopter, deux concernent l'habitat: réduire la consommation d'énergie (67%); limiter la consommation d'eau chez soi (42%). – Voir graphique 1.

Ainsi, loin de l'effet de mode, le logement durable est perçu comme essentiel par une large majorité de Français. Pas moins de 75% d'entre eux ont à cœur d'habiter une maison ou un appartement respectueux de l'environnement. Pourtant, lorsqu'on leur

précise la définition de l'habitat durable, c'est-à-dire «un lieu respectueux de l'environnement, préservant la qualité de vie et le bien-être de ses occupants, où les coûts de construction et d'usage sont maîtrisés», seuls 30% estiment qu'ils vivent actuellement dans un tel logement.

Pour habiter plus durable, une large majorité de Français (59%) - et deux tiers des 35-60 ans - seraient prêts à réaliser des travaux de rénovation. Dans une moindre me-

sure, une part importante de la population serait prête à changer de logement (51%).

Ce sont les jeunes générations qui sont les plus disposées à changer leur façon d'habiter: la moitié des 18-34 ans serait même prête à payer un peu plus cher pour un logement plus durable (contre 31% des plus de 60 ans).

La sensibilité à «habiter durable» est croissante, mais ne constitue pas encore un critère d'achat ou de location décisif. Et ce toutes générations confondues. Le respect de l'environnement n'a été un critère de choix que pour 4% des sondés, loin derrière le classique triptyque: localisation (64%); prix (54%); surface (42%).

Logement «réellement» durable: besoin de pédagogie

Pour les Français, le logement durable est d'abord et surtout assimilé aux économies d'énergie, signe que les politiques pu-

bliques en la matière ont porté leurs fruits – Voir graphiques 2 et 3.

En revanche, d'autres éléments, tels que la préservation de la biodiversité ou l'accès aux transports, sont jugés plus secondaires. Seuls 17% des Français jugent que la proximité des infrastructures (transports en commun, commerces, écoles, travail...) est un critère indispensable au logement durable, alors même que les transports, a fortiori individuels, sont le premier poste d'émission de gaz à effet de serre. Signe que la notion de logement durable est encore loin de prendre en compte les éléments étrangers au logement proprement dit.

Il existe un certain décalage entre l'impact environnemental réel d'un équipement et son importance aux yeux des Français. Un exemple: le bac de tri sélectif arrive en tête des équipements jugés indispensables au logement durable (pour 41% des Français), loin devant la pompe à chaleur (14%) ou la

présence d'un panneau solaire/éolienne (17%), contribuant pourtant tout autant à la préservation de l'environnement. Ces quelques écarts de perception plaident pour plus de pédagogie autour de l'ensemble des actions qui rendent un logement réellement durable.

Des atouts largement constatés

Le Baromètre propose un comparatif original des bénéfices entre les logements perçus comme durables par leurs habitants et les logements non durables.

- Le logement durable ne suppose aucun «sacrifice» sur le plan du confort de vie, bien au contraire: il obtient une note de qualité globale de 7,9/10 contre 5,6/10 pour le non-durable.
- Le logement durable est perçu comme avantageux sur le plan économique (82% des occupants de logements durables sont satisfaits du coût du logement hors ►

Envolez-vous pour

ARVINIS SALON SUISSE DU VIN

12 → 15 NOVEMBRE 2021.

Palexpo Genève

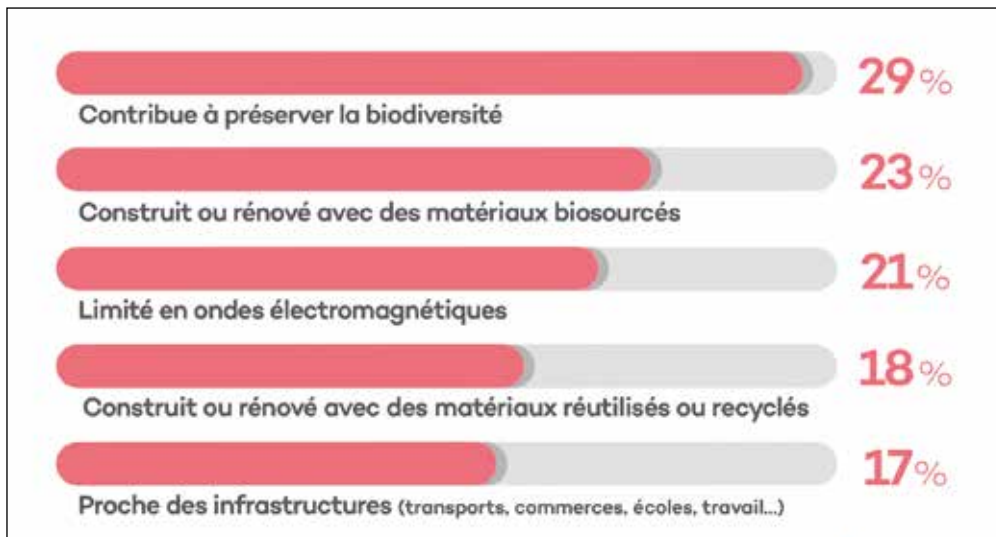
les automnales

Prenez vos billets sur automnales.ch

Logos: Vinum, Bilan, RELAIS VIN & CO (1^{er} MEDIA DIGITAL DU VIN), Plaisirs (GASTRONOMIE & VOYAGES), MODEL, SWISS WINE GENEVE, LA CAVE GENEVE, ARVINIS SALON SUISSE DU VIN, palexpo



Graphique 2. Top 5: pour qu'un logement soit considéré comme durable, quels sont les critères indispensables?



Graphique 3. Flop 5: pour qu'un logement soit considéré comme durable, quels sont les critères jugés «moins» indispensables?

loyer/emprunt, contre 54% dans le non-durable), et ce d'autant plus que les Français prévoient majoritairement (62%) la mise en place de malus écologiques sur les logements non durables.

• Le logement durable procure un «bénéfice immatériel» à ses habitants. En effet, 96% des occupants de logements durables s'estiment fiers de leur logement, contre 69% des occupants de logements non durables. Résultat: les logements répondant à un cahier des charges environnemental exigent sont jugés plus confortables par leurs habitants, quels que soient les critères (niveau d'humidité, isolation acoustique...). Pas moins de 45% des occupants de logements de moins de 10 ans certifiés par Qualitel sont très satisfaits du confort ther-

mique, contre 25% des occupants de logements tout aussi récents, mais non certifiés. De plus, l'existant n'est pas en reste: la rénovation a, elle aussi, des effets significatifs sur le caractère durable du logement et sur le confort de vie. Quelque 40% des propriétaires qui ont réalisé des travaux avec l'Anah considèrent leur logement comme durable (30% pour la moyenne des Français).

Les Français prêts à de nouvelles contraintes réglementaires

A moyen terme, les Français anticipent une évolution significative de la réglementation. Une large majorité (61%) estiment probable que d'ici à 10 ans, il y aura l'obligation de

rénewer son logement s'il ne respecte pas certains critères.

Les plus jeunes sont les plus convaincus des changements majeurs à venir. La majorité des 18-35 ans (56%) jugent probable que d'ici à 10 ans, tous les logements neufs soient autonomes en énergie (contre 43% des plus de 60 ans).

Une majorité de Français plaide pour plus de densité urbaine et sont donc contre l'étalement. Ils sont 56% à préférer des bâtiments «à la verticale», alors que 44% sont partisans de «construire à l'horizontale en étalant la ville, quitte à diminuer la superficie des sols naturels ou agricoles». Les moins de 35 ans expriment un avis plus tranché contre l'artificialisation des sols. Ils sont 64% à privilégier la densité... ■

MICHEL LEVRON - PARIS

(*) Le Baromètre annuel Qualitel-Ipsos évalue depuis 2017 la qualité des logements telle qu'elle est perçue par les Français.

GROS PLAN

À propos de Qualitel

Depuis plus de 45 ans, l'association Qualitel fait progresser, aux côtés des professionnels du logement, la qualité de l'habitat neuf et existant et participe à sa valorisation auprès des usagers. Indépendante depuis sa création, l'association est une structure unique en France. Son Conseil d'administration rassemble, autour de l'objectif «Qualité», tous les acteurs concernés par le logement: associations de consommateurs, organisations professionnelles impliquées dans l'habitat, pouvoirs publics...

A propos de l'Anah

Depuis 1971, l'Anah agit pour améliorer le parc de logements privés existants en répondant à deux grands objectifs: réduire les fractures sociales et territoriales; lutter contre la précarité énergétique. L'Agence encourage les travaux de rénovation, en accordant des aides financières et en accompagnant les particuliers (propriétaires occupants ou bailleurs, syndicats de copropriétaires). L'Anah est partenaire des collectivités locales dans la conception et le pilotage de leurs politiques de l'habitat.